

Mobilisations – échos des départements (suite)

Région parisienne : Plus de 10 000 personnels de l'Education ont manifesté en tête du cortège parisien. Un cortège massif, déterminé, avec de nombreuses pancartes, des dizaines de banderoles d'établissements du 93 mais aussi d'autres départements de la région parisienne. Des lycéens étaient présents.

La manifestation a été suivie d'une AG Île de France, de 150 personnes. Des dizaines de bahuts, et tous les départements représentés.

Beaucoup de collègues sont intervenus pour revenir sur la manière dont ils s'organisaient localement, au niveau de leur département, de leur localité et de leur département : l'importance de la jonction avec les parents, les réunions, les actions permettant de tisser des liens entre tous ceux qui refusent la politique de casse de l'Education nationale, le « choc des savoirs », etc.

Parmi les interventions :

Des collègues du 93 ont expliqué que les enseignants « utilisaient » leur journée de grève pour tourner dans les écoles et les établissements, afin d'étendre le mouvement.

Une collègue du 91 : on a organisé un piquet de grève ce matin au collège Paul Eluard ce matin. Profs, parents, élèves, élus municipaux, député LFI Antoine Léaument, ont été rejoints par les collègues grévistes du collège Jules Ferry. Dans une petite AG improvisée, les collègues décident de profiter de la grève pour aller discuter avec les collègues du collège Jean Macé, et des écoles de la ville

Une collègue du 95 a indiqué que suite au blocage du rectorat de Versailles par une vingtaine de personnels pendant 3 jours, l'administration a lâché 157 heures de DHG aux lycées mobilisés. « Ils ont les jetons. »

Un constat, même si la mobilisation est encore minoritaire dans la plupart des établissements, dans tous les départements il y a ici et là la recherche de s'organiser, d'amplifier, en prenant appui sur ce qui s'est fait dans le 93.

Un collègue d'Argenteuil : le gouvernement nous en met plein la gueule. Comment gagner ? Le mouvement doit s'étendre aux autres départements et il y a nécessité de se coordonner.

Une collègue de Paris : « ça s'organise un peu partout, comment faire pour partager tout ça ? pour faire circuler l'information ? »

Parmi les décisions de l'AG Île de France :

- **L'appel à rejoindre le 93 au rassemblement de jeudi 21 mars à Matignon**
- **L'appel à une nouvelle AG de la région parisienne jeudi 21 mars (l'AG du 93 est prévue à 16h00)**

Indre et Loire (motion) :

« L'Assemblée Générale des 40 délégués de 12 collèges et 1 lycée avec des délégués d'écoles et des parents d'élèves de Montlouis avec les syndicats CGT CFDT FO SNES-FSU SUD Education réunie en ce jour de grève dans la fonction publique constate que les personnels de l'Education et les parents d'élèves sont toujours particulièrement mobilisés contre le " choc des savoirs" que ce soit par des " collèges morts" à Corneille ou La Rabiére opérations très réussies lundi 18 ou par la grève aujourd'hui. Nous sommes très attentifs au mouvement de grève reconductible de la région parisienne. Nous appelons à poursuivre le mouvement pour l'abrogation des mesures du " choc des savoirs" contre les suppressions de postes et la casse de l'école.

Nous soutenons toutes les opérations " collèges morts" prévues jeudi à Fondettes et Château la Vallière ou mardi à Bléré et toutes celles qui se décideront.

Nous soutenons toutes les initiatives en direction des parents d'élèves : lettres, réunions, journées portes ouvertes ou délégations pour demander à être reçus par la dsden.

Nous soutenons les démarches adressées aux élus.

Pour nous c'est maintenant qu'il faut agir pour faire reculer le gouvernement y compris par la grève comme le font les collègues de la région parisienne.

Nous proposons un rassemblement commun aux parents professeurs chefs d'établissements élus contre le " choc des savoirs" samedi 6 avril à 10h

Place Jean Jaurès à Tours (déclinaisons locales prévues)

Nous appelons à une autre AG de délégués d'établissements et y invitons les fédérations de parents d'élèves mercredi 27 mars à 14h30 maison des syndicats 18 rue de l'Oiselet à St Avertin. »

Commentaire d'un camarade : la proposition du samedi est venue de plusieurs collègues et dans un souci d'associer parents et chefs d'établissements.

Haute-Loire (motion) :

« Contre le choc des savoirs, pour un service public de qualité et de meilleures conditions de travail

Nous, personnel AESH, enseignants du premier degré de Langeac, St Ferréol d'Auroure, Aurec, Vergongheon et enseignants des établissements du second degré du lycée Léonard de Vinci, du collège du Monteil à Monistrol-sur-Loire, du collège de Lafayette et du lycée Simone Weil au Puy, du collège du Monastier, du collège d'Aurec et de la cité scolaire de Lafayette à Brioude, sommes réunis en comité inter-établissements, avec la FNEC FP FO et la CGT éducation, pour exprimer notre opposition aux suppressions et manques de postes, au gel du point d'indice, aux dégradations des conditions de travail et d'accueil des élèves.

Dans ce contexte, le gouvernement s'obstine à imposer le « Choc des savoirs » unanimement rejeté. Comme si cela ne suffisait pas, il annonce un vaste plan d'austérité de 10 milliards d'euros dont 700

millions d'économies dans l'Education Nationale. Tout le monde sera impacté ! Le pire est donc à venir pour les conditions de travail des personnels et des élèves.

Pour s'opposer à cette politique d'austérité, les collègues de Seine-Saint-Denis ont décidé, en assemblée générale, de se mettre en grève depuis le 26 février. Dans de nombreux départements, des opérations « collègue mort », décidés aussi en AG, se multiplient.

Ces personnels ont raison !

Pourtant, le 17 mars, les textes organisant ce « Choc des savoirs » ont été publiés au Journal Officiel avec un Premier ministre qui s'en félicite.

Quel mépris ! Quelle provocation !

C'est pourquoi face à ce nouveau passage en force nous appelons les personnels de l'Education Nationale à poursuivre les réunions d'établissements, d'écoles, de services ou de secteurs pour discuter de la nécessité de mettre en oeuvre une grève efficace pour construire le rapport de force et obtenir :

- L'abandon du « Choc des savoirs »*
- L'abandon des réformes Macron de la maternelle à l'enseignement supérieur*
- La création de tous les postes statutaires nécessaires dans l'Education Nationale*

Nous invitons les personnels des autres établissements, avec les autres organisations syndicales, à rejoindre ce comité inter-établissements de Haute-Loire et à venir participer à la tenue de ce comité le mercredi 10 Avril au Puy en Velay à 14h30. »

Charente-Maritime :

La mobilisation d'aujourd'hui a été plutôt modeste.

Un peu plus de 200 à Saintes, 900 à La Rochelle

Souvent une dizaine de personnels grévistes par établissement comme au collège Grimaux de Rochefort ou au collège Caillié de Saintes, la vie scolaire du collège Loti de Rochefort totalement en grève. Tous les agents du collège Dolto de La Jarrie étaient en grève.

Dans l'AG de La Rochelle un prof dit que le peu de participants ne veut pas dire que la colère n'est pas là, que les collègues peuvent rentrer dans l'action en fonction de ce qui sera décidé et proposé.

A Rochefort, les collègues du collège Grimaux ont accroché des banderoles devant l'établissement ce matin, puis se sont réunis avec des collègues de 3 collèges et une école en AG. Ils ont décidé d'organiser une "assemblée citoyenne sur l'Ecole" jeudi 28 mars, pour préparer une journée "école morte".

A La Rochelle, rassemblement sur le parvis de la gare. Une AG d'une trentaine de personnes (enseignants 1er et 2d degré, hospitaliers) s'est tenue. Décision a été prise de réunir les personnels dans les établissements, de prendre contact avec les parents et de participer à l'assemblée citoyenne de Rochefort.

Ille-et-Vilaine :

Ce matin mardi 19 mars, nous étions un peu plus d'une centaine de personnels réunis en AG éducation ce matin à la Maison de quartier de Villejean, à l'appel de l'intersyndicale 35 FO, SUD, CGT, FSU, CNT, UNSA, CFDT.

A cette AG, une quarantaine d'établissements scolaires étaient représentés (1er et 2nd degrés confondus) : des profs, des AESH, des AED et des lycéennes et lycéens de Chateaubriand et de Zola.

Il s'agit donc d'une très grosse AG, comme il n'y en a pas eu depuis longtemps dans notre département.

Lors des prises de parole, il est apparu que la journée de grève a été suivie de manière très inégale dans le département, majoritairement dans les collèges, avec des pourcentages de grévistes très variables d'un collège à l'autre, certains collèges avec de très forts taux.

La volonté de se mobiliser et de construire un rapport de force important dans le département est visible. De nombreux personnels ont fait référence à ce qui se fait dans d'autres départements, notamment dans le 93.

La grève dans sa reconduction sur cette semaine a été débattue, et ne fait pas l'unanimité, avec notamment la CGT et la FSU qui freinent des quatre fers. Pour eux, il faut attendre la semaine prochaine, poser une ou deux actions par semaine, jusqu'aux vacances d'avril : la machine à perdre. Malgré ces discours syndicaux peu engageants, plusieurs collègues s'annoncent grévistes sur la suite de la semaine qui vient (1/4 des participantes et participants).

Plusieurs actions sont déjà programmées pour la suite de la semaine.

Actions validées lors de l'AG de ce jour :

- mercredi 20 mars à 10h : rdv à l'INSPE de Rennes pour une occupation des locaux
- mercredi 20 mars à 14h : rassemblement devant la DSDEN 35
- jeudi 21 mars 8h : deux possibilités
 - RDV au lycée Bréquigny puis départ vers la DSDEN 35 pour un rassemblement
 - RDV à l'INSPE : décision et construction des prochaines actions + organisation de diffusions dans les établissements du département (Rennes et hors Rennes) pour construire la suite de la lutte

Loire-Atlantique :

230 en AG Éduc (qui n'est pas une AG inter-établissements) :

Des actions, mobilisations locales sont prévues mercredi 20 et jeudi 21 mars.

Décision d'une nouvelle AG départementale jeudi 21 mars.

Annonce d'un groupe de plus de 300 parents qui soutiennent contre le choc des savoirs

Tarn-et-Garonne :

- Grève du 19 mars suivie dans quelques établissements et écoles avec tenue d'AG éducation à l'initiative de FO, suivie par la CGT et la FSU.
- Les collègues mobilisés de plusieurs établissements et écoles se coordonnent pour organiser des diffusions de tract à destination des parents d'élèves dès la semaine prochaine.
- Prochaine AG prévue le jeudi 28.
- Si le gouvernement s'entête, l'AG propose en guise d'ultimatum une opération « pas de retrait, pas de rentrée » dans le but de démarrer un mouvement de grève dès la fin des vacances scolaires de printemps, le 22 avril prochain. Cet ultimatum pourrait s'étendre aux corrections et surveillances des examens de fin d'année (DNB comme BAC) si cela s'avérait nécessaire.
- L'AG appelle à envisager et à organiser toute action susceptible de perturber durablement le service public de l'éducation, y compris des blocages d'établissements du second degré.

D'autre part la FNEC FP-FO a été reçue en audience à la préfecture de Montauban au sein d'une délégation interpro / secteur public de l'UD FO 82 pour porter les revendications des personnels (salaires / choc des savoirs / cartes scolaires / inclusion).

Les camarades du SNFOASEN nous font remonter les infos suivantes : mobilisation un peu partout des AS. A Toulouse, nous étions une quarantaine de manifestantes (55% de grévistes au service social élèves du 31 qui représente plus d'un tiers des effectifs académiques).

Rassemblement au Rectorat le matin et cortège fonction publique l'après-midi. Grève et manifestations à Montpellier, Paris, Rouen, Marseille, Tarbes, Saint Etienne, Lyon, probablement d'autres mais pas encore eu le temps de tout pointer.

Les AS sont appelées à manifester en direction du ministère vendredi 22 mars : le rdv est 13h30 jardin du Luxembourg.